

**Débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations Unies sur « Les effets du changement climatique et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales ».**

**Déclaration au nom du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC**

**New York, le 13 février 2024**

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de prendre la parole au nom du groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social. Le groupe consultatif est composé de 23 États membres qui se sont engagés à accompagner le développement socio-économique à long terme d'Haïti. Ces observations sont sans préjudice de la position nationale du Brésil sur un lien éventuel entre le changement climatique et la paix et la sécurité internationales.

Haïti est malheureusement un exemple clair des liens entre les chocs climatiques, l'insécurité alimentaire et la fragilité institutionnelle, alors que le pays continue à se débattre dans une crise complexe, multidimensionnelle et extrêmement grave.

Monsieur le Président, l'année dernière, notre groupe a cherché à connaître le point de vue de jeunes Haïtiens profondément marqués par la crise.

Une jeune femme habitant à Cité Soleil, un quartier de Port-Au-Prince en proie à la violence des gangs, nous a demandé : « Pourquoi en Haïti est-il plus facile pour un jeune de se procurer une arme que de la nourriture? ».

Telle est la situation dans un pays au potentiel agricole considérable.

L'insécurité alimentaire en Haïti reste ancrée dans des problèmes structurels profonds, des politiques commerciales internationales, des déficits de développement et de faibles récoltes causées par des chocs climatiques qui ont fait grimper les prix des denrées alimentaires.

En tout, 5,5 millions de personnes en Haïti, soit près de la moitié de la population, ont besoin d'une aide humanitaire et d'une protection; 80 % d'entre elles connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Les enfants et les jeunes sont particulièrement touchés.

Plus de 310 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, dont plus de la moitié au cours de l'année écoulée, ce qui illustre l'aggravation constante de la situation sécuritaire et humanitaire. D'autres risquent leur vie pour fuir ce pays côtier qui reste l'un des pays les plus exposés aux catastrophes dans le monde.

Les catastrophes naturelles associées aux effets néfastes du changement climatique risquent d'exacerber l'insécurité alimentaire, la pénurie d'eau et les instabilités existantes.

La violence des gangs perturbe les marchés, les chaînes d'approvisionnement, l'accès aux aliments locaux, de même que la circulation en toute sécurité des personnes et des biens, y compris les produits agricoles. L'accès aux écoles est compromis, alors que des dizaines de milliers d'enfants en dépendent pour avoir accès à un repas nutritif quotidien.

Monsieur le Président, au nom du groupe consultatif, je souhaite souligner cinq points :

Premièrement, il est urgent de renforcer la résilience en Haïti et de soutenir les personnes en situation de vulnérabilité. Nous devons intensifier nos efforts pour soutenir le plan de réponse humanitaire 2024 d'Haïti afin de veiller à ce que les besoins humanitaires et de protection soient satisfaits.

Les initiatives soutenues par l'ONU, notamment les programmes d'alimentation scolaire d'origine locale, permettent non seulement d'offrir aux enfants un espace sûr et des repas fiables, mais aussi de soutenir la production agricole locale.

Deuxièmement, Haïti a besoin d'investissements et de financement pour améliorer la production alimentaire locale, promouvoir des pratiques agricoles durables et intelligentes face au climat, développer des chaînes de valeur agricoles qui relient les agriculteurs aux marchés, moderniser les infrastructures agricoles et renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires face aux chocs climatiques, agronomiques, économiques et aux conflits.

Troisièmement, il est essentiel que nous soutenions et préconisions des mesures de préparation, de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au climat afin d'accroître la résilience d'Haïti face aux effets perturbateurs des catastrophes et du changement climatique.

Quatrièmement, Haïti a besoin d'un soutien urgent pour rétablir la sécurité, notamment par le biais de la mission multinationale d'appui à la sécurité, autorisée par le Conseil de sécurité. Parallèlement, Haïti a besoin de notre aide pour renforcer la capacité des institutions de sécurité, des systèmes judiciaires et correctionnels, de même que des mesures visant à créer un espace de dialogue et de cohésion sociale dans les communautés.

Cinquièmement, une stratégie globale et durable à long terme, menée et prise en charge par Haïti, est nécessaire pour s'attaquer aux moteurs de la violence, tels que les inégalités politiques, économiques et sociales, l'extrême pauvreté, le taux de chômage élevé, les violations des droits de la personne, l'impunité, la corruption et la faiblesse des institutions publiques.

Dans tous ces domaines, la coordination et la cohérence entre les partenaires - y compris les Nations Unies, les organisations régionales, les institutions financières internationales, les donateurs bilatéraux - et, surtout, l'engagement significatif des Haïtiens, sont essentiels.